

Université de Tours

Structure d'accueil des corps à des fins
d'enseignement et de recherche de
l'Université de Tours

MARCHÉ PUBLIC

ACCORD-CADRE DE SERVICES ET DE
FOURNITURES

TRANSPORT ET OPERATIONS
FUNERAIRES DES CORPS ET
PIECES ANATOMIQUES ISSUS
DU DON DU CORPS A DES FINS
D'ENSEIGNEMENT MEDICAL ET
DE RECHERCHE A
L'UNIVERSITE DE TOURS.

Cahier des clauses particulières (CCP)










Consultation n°

202412121605





SOMMAIRE

1.	DÉFINITIONS	3
2.	OBJET DU CONTRAT.....	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	4
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	6
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	7
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS	9
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	19
8.	LITIGE ET SANCTIONS	21
9.	FIN DU CONTRAT	23

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	TRANSPORT ET OPERATIONS FUNERAIRES DES CORPS ET PIECES ANATOMIQUES ISSUS DU DON DU CORPS A DES FINS D'ENSEIGNEMENT MEDICAL ET DE RECHERCHE A L'UNIVERSITE DE TOURS.
	Acheteur	Université de Tours
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de services
	Structure	5 lots
	Lieu d'exécution	Structure d'accueil des corps à des fins d'enseignement et de recherche de l'Université de Tours, Faculté de Médecine Tours
	Durée	2 ans - 1 reconduction - Marché sans mise en concurrence ultérieure avec le même titulaire possible
	Développement durable	Clause environnementale
	Variation des prix	Révisables (formule)
	Nature des prix	Prix unitaires

1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes :

**TRANSPORT ET OPERATIONS FUNERAIRES DES CORPS ET PIECES ANATOMIQUES ISSUS
DU DON DU CORPS A DES FINS D'ENSEIGNEMENT MEDICAL ET DE RECHERCHE A
L'UNIVERSITE DE TOURS.**

■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est :

**Structure d'accueil des corps à des fins d'enseignement et de recherche de l'Université de Tours,
Faculté de Médecine
Bâtiment Dutrochet,
10 Boulevard Tonnelé
37000 Tours**

■ Exclusivité :

Le titulaire bénéficie de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du contrat.

■ Pièces contractuelles :

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières éventuelles ;
- le présent document et ses annexes éventuelles ;

- le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Université de Tours**, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, représenté par son Président.

Adresse et coordonnées :

Université de Tours
60 rue du Plat D'Etain BP 12050
37020 Tours Cedex 1
Téléphone : 02 47 36 66 00
Courriel : commande-publique@univ-tours.fr
Site internet : www.univ-tours.fr

■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations sont décomposées comme suit en **5 lots**.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est à **bons de commande sans minimum et avec maximum** mono-attributaire en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Type	Objet
Consultation	TRANSPORT ET OPERATIONS FUNERAIRES DES CORPS ET PIECES ANATOMIQUES ISSUS DU DON DU CORPS A DES FINS D'ENSEIGNEMENT MEDICAL ET DE RECHERCHE A L'UNIVERSITE DE TOURS.
Lot 1	Lot n°1 Transport de corps 18 / 45 : <i>Transport de corps sans mise en bière vers la structure d'accueil des corps de l'Université de Tours depuis les départements suivants : Cher (18) et Loiret (45) - voir Reconduction pour les montants</i>
Lot 2	Lot n°2 Transport de corps 36 / 41 : <i>Transport de corps sans mise en bière vers la structure d'accueil des corps de l'Université de Tours depuis les départements suivants : Indre (36) et Loir-et-Cher (41) -</i>

Type	Objet
	<i>voir Reconduction pour les montants</i>
Lot 3	Lot n°3 Transport de corps 28 / 37 / 72 : <i>Transport de corps sans mise en bière vers la structure d'accueil des corps de l'Université de Tours depuis les départements suivants : Eure-et-Loir (28), Indre-et-Loire (37), Sarthe (72) - voir Reconduction pour les montants</i>
Lot 4	Lot n°4 Prestations funéraires : <i>Transport, crémation des corps et pièces anatomiques, dispersion des cendres au jardin du souvenir des donneurs de Tours-Sud, ou conservation temporaire avant remise des cendres aux proches du donneur, organisation des cérémonies d'hommage - voir Reconduction pour les montants</i>
Lot 5	Lot n°5 Fourniture de cercueils et reliquaires : <i>Fourniture de contenants pour le conditionnement des corps et pièces anatomiques issues du don de corps - voir Reconduction pour les montants</i>

Définitions :

Lot : Unité autonome d'attribution du contrat à l'intérieur d'une consultation

■ Emission et présentation des bons de commande :

Les commandes seront passées sur la base du présent accord-cadre, en fonction des besoins propres à chaque dossier.

■ **Pour les lots 1 à 3**, en raison de la nature particulière des prestations et des délais réglementaires à respecter, l'Université émettra un bon de commande en début de chaque mois et le communiquera au titulaire. Puis on distinguera 2 types de saisine du titulaire selon l'apparition du besoin :

Les jours ouvrables et hors des absences du secrétariat de la structure d'accueil des corps, les demandes de prise en charge seront passées au Titulaire par la structure d'accueil par téléphone et confirmées par courriel ou tout autre moyen direct, rapide et fiable. La demande de prise en charge fera référence au bon de commande du mois d'exécution des prestations.

Le week-end, les jours fériés et lors des absences du secrétariat de la structure d'accueil des corps, les proches ou un représentant légal du défunt ou les personnels de l'établissement de santé dans lequel le décès a eu lieu entreront directement en contact avec le Titulaire, dont les coordonnées leur auront été fournies par le répondant de la structure d'accueil des corps.

Les demandes de prestations seront passées « dans l'urgence », sous une forme permettant de tenir les délais imposés pour le transport de corps avant travaux anatomiques et seront régularisées dans les meilleurs délais par l'envoi d'une demande de prise en charge qui fera référence au bon de commande en cours.

■ **Pour le lot 4**, l'Université transmettra au titulaire les demandes de prise en charge des corps et des pièces anatomiques après leur passage dans la structure d'accueil des corps à des fins d'enseignement et de recherche au minimum 2 jours avant. La date d'intervention sera convenue entre l'Université et le titulaire et confirmée par courriel.

■ **Pour les lots 1 à 4**, les prestations seront donc commandées par la demande de prise en charge qui sera annexée au bon de commande de l'Université et qui sera envoyée au titulaire et précisant :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- références de la commande (numéro interne à l'Université)
- lieu exact de la prestation (lieu, trajet, distance éventuelle...)
- adresse de facturation
- désignation des fournitures ou prestations commandées
- quantité souhaitée
- prix unitaires HT tels qu'ils figurent dans le bordereau des prix
- montant total HT
- taux et montant de la TVA

- montant total TTC
- nom et coordonnées de la personne chargée du suivi de l'exécution de la prestation

■ **Pour le lot 5**, les commandes seront passées au Titulaire par la structure d'accueil des corps à des fins d'enseignement et de recherche par courriel ou tout autre moyen direct, rapide et fiable. Elles seront passées de manière à constituer puis renouveler un stock de cercueils et de contenants pour pièces anatomiques jugé nécessaire à la bonne activité des services universitaires en fonction du délai de livraison.

Les prestations seront matérialisées par des bons de commande qui comporteront :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des fournitures à livrer,
- délais maxima de réalisation des prestations,
- prix unitaires HT tels qu'ils figurent dans le bordereau des prix
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

■ **Pour tous les lots**, les personnes habilitées à signer les bons de commande sont : le Président ou le Directeur Général des Services de l'Université ou le Doyen de la Faculté de Médecine ou son représentant ayant reçu délégation.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Durée globale du contrat et reconduction :

Le contrat est conclu pour une durée initiale de **2 ans** à compter de la notification du contrat.

Le contrat est reconductible **1 fois** maximum selon la répartition suivante :

Période	Durée
Lot n°1 Transport de corps 18 / 45	
- Période initiale - montant maximum 85 000,00 € HT	2 ans
- Reconduction - montant maximum 85 000,00 € HT	2 ans
Lot n°2 Transport de corps 36 / 41	
- Période initiale - montant maximum 35 000,00 € HT	2 ans
- Reconduction - montant maximum 35 000,00 € HT	2 ans
Lot n°3 Transport de corps 28 / 37 / 72	
- Période initiale - montant maximum 95 000,00 € HT	2 ans
- Reconduction - montant maximum 95 000,00 € HT	2 ans
Lot n°4 Prestations funéraires	
- Période initiale - montant maximum 480 000,00 € HT	2 ans
- Reconduction - montant maximum 480 000,00 € HT	2 ans
Lot n°5 Fourniture de cercueils et reliquaires	

Période	Durée
- Période initiale - montant maximum 230 000,00 € HT	2 ans
- Reconduction - montant maximum 230 000,00 € HT	2 ans

■ **Modalités de reconduction :**

Le contrat pourra être reconduit de manière tacite. Si l'acheteur décide de ne pas le reconduire, il le notifie au moins 3 mois avant la date de fin de la période d'exécution en cours.

■ **Prestations similaires :**

L'acheteur peut passer avec les titulaires des marchés sans mise en concurrence pour des prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

■ **Reconduction anticipée du contrat :**

Si le montant maximum d'une période est atteint avant la fin de sa durée de validité, l'acheteur se réserve la possibilité de notifier au titulaire une reconduction anticipée du contrat.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ **Nature des prix :**

Les prix du contrat sont **unitaires**.

■ **Variation des prix :**

Les prix du contrat sont **révisables annuellement**, à la hausse comme à la baisse, par application d'une formule de variation.

P = prix révisé

Po = prix initial

Io = valeur de l'index au mois Mo

Im = valeur de l'index connu 1 mois avant la date anniversaire de la notification du contrat

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée au Mois précédant celui de remise des offres.

L'indice I est défini par lot selon la répartition suivante :

Lot	Indice	Support de publication
1 à 3	Identifiant 010769049 Transports et entreposage (NAF rév. 2, niv. section poste H) – Série mensuelle CVS-CJO - France - Base 100 en 2021	INSEE
4	Identifiant 010545057 Services funéraires (NAF rév. 2, niv. classe poste 96.03) – Prix de base – Base 2015 – Série mensuelle CVS-CJO	INSEE

5	Identifiant 010764115 Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 16 – Bois, articles en bois, en liège (sauf meubles), vannerie et sparterie Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes	INSEE
---	---	-------

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

Le coefficient de révision est calculé **pour chaque prestation**.

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix, en faisant apparaître le prix de base, la valeur du coefficient de variation, les mois et valeurs d'index utilisées.

■ **Contenu des prix :**

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport dont les frais de péage le cas échéant ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Conditions de paiement

■ **Avance :**

Il n'est pas prévu d'avance.

■ **Paiement des membres du groupement :**

En cas de groupement solidaire et en application de l'article 12.1.2 du CCAG, le paiement est effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement solidaire ou du mandataire.

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- le numéro du bon de commande
- la nature, la quantité et le montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux et le montant de TVA applicable ;

- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

NOTA BENE pour les lots 1 à 3 : outre les mentions listées ci-dessus, la demande de paiement du titulaire précisera la distance entre le lieu dans lequel le corps a été déposé et la structure d'accueil des corps à des fins d'enseignement et de recherche.

En cas de litige, la valeur facturée devra correspondre à celle calculée par un logiciel routier \pm 5 Kilomètres (www.mappy.com ou viamichelin.com ou tout autre site équivalent).

En cas de condition exceptionnelle (déviation routière pour travaux...), celle-ci sera mentionnée sur la facture et le chiffre du compteur fera foi.

Les demandes de paiement sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

■ Périodicité des paiements :

Les paiements interviennent à l'issue de l'admission des prestations.

■ Remise des demandes de paiement :

Université de Tours
SFACT Service facturier
60 rue du Plat d'Etain
37020 Tours cedex
Téléphone : 02 47 36 64 35
Courriel : sfact-marches@univ-tours.fr
Site internet : <https://chorus-pro.gouv.fr>

■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

■ Prestations attendues

■ Lot n°1 à 3 : transport de corps sans mise en bière vers la structure d'accueil des corps à des fins d'enseignement et de recherche

Le Titulaire de chacun de ces lots transportera le corps des donneurs avant mise en bière depuis le lieu de décès ou celui où le corps a été déposé après le décès, jusqu'à l'adresse suivante :

Structure d'accueil des corps à des fins d'enseignement et de recherche de l'Université de Tours
UFR Médecine
Bâtiment Dutrochet,
10 Boulevard Tonnellé
37032 Tours

La structure d'accueil des corps à des fins d'enseignement et de recherche est accessible à chaque titulaire aux conditions décrites à l'article Conditions générales d'exécution du présent cahier des charges.

Les prestations obligatoires à fournir par le Titulaire sont les suivantes :

- Le week-end, les jours fériés, et lors des périodes de fermeture de la structure d'accueil des corps à des fins d'enseignement et de recherche : permanence téléphonique de 8 heures à 20 heures. Le Titulaire sera prévenu par tout moyen par l'Université de ces périodes de fermeture au moins 48 heures à l'avance ;
- Assistance, au moment de l'enlèvement du corps, de la famille, des proches ou de la personne référente présentes. Si nécessaire (décès à domicile ou absence de personnel disponible dans l'établissement où a eu lieu le décès), et afin d'assurer un enlèvement et un transport conforme aux bonnes pratiques, le Titulaire prévoira deux agents pour le transport sans mise en bière ;
- Remise à la famille, aux proches ou à la personne référente du donneur du document d'information prévu au titre II de l'article R. 1261-1 du code de la santé publique ;
- Exécution des formalités administratives relatives au don du corps ;
- Transport vers la structure d'accueil des corps à des fins d'enseignement et de recherche de l'Université de Tours, incluant les frais de véhicule, et le cas échéant les frais de péage ;
- Le cas échéant, fourniture d'une housse de transport de corps conforme à l'article R. 2213-15 du code général des collectivités territoriales, quand celle-ci n'est pas fournie par un autre organisme ou par l'Université.

■ Lot n°4 : prestations funéraires

Après réalisation des travaux anatomiques, l'acheteur conditionnera les corps et les pièces anatomiques issus du don de corps respectivement dans des cercueils et des contenants adaptés. Le Titulaire les prendra en charge depuis leur sortie de la structure d'accueil des corps à des fins d'enseignement et de recherche de l'Université de Tours, jusqu'à la dispersion de leurs cendres au jardin du souvenir du cimetière de Tours Sud ou leur remise aux proches du donneur selon les volontés de celui-ci.

Les pièces anatomiques sont définies par l'articles R. 1335-9 du code de la santé publique : « Les pièces anatomiques sont des organes ou des membres, ou des fragments d'organes ou de membres aisément identifiables par un non-spécialiste, recueillis à l'occasion des activités de soins ou des activités visées au dernier alinéa de l'article R44-1 ».

Les prestations à fournir par le Titulaire sont les suivantes :

- Collecte et acheminement des cercueils et conditionnements pour pièces anatomiques jusqu'au crématorium qui les prendra en charge, incluant les frais de véhicule, de personnels, et le cas échéant, les vacations de police ; le titulaire fera réaliser ou réalisera ces prestations dans une installation habilitée. Le tarif inclura les frais de véhicule, et le cas échéant les frais de péage. La facturation sera forfaitaire pour le transport d'un ou plusieurs cercueils ou contenants,
- Selon la volonté du donneur :
 - o Dispersion des cendres issues de la crémation au jardin des donneurs du cimetière de Tours-Sud,

- o Ou stockage pendant deux mois maximum avant restitution aux proches indiqués par la structure d'accueil des corps à des fins d'enseignement et de recherche. Ceux-ci fourniront une urne définitive et la prendront en charge, de même que d'éventuels frais de dépôt excédant deux mois suivant la crémation.
- Organisation de six cérémonies annuelles d'hommage aux donateurs et à leurs familles au Crématorium de Tours-Sud.

■ Lot n°5 : fourniture de cercueils et de contenant pour pièces anatomiques

- Fourniture et livraison des cercueils (taille standard et pour défunt de grande taille) et conditionnements destinés respectivement aux corps et pièces anatomiques issus des activités de la structure d'accueil des corps à des fins d'enseignement et de recherche de l'université de Tours. Ces contenants devront être adaptés pour éviter tout écoulement de fluide biologique.

■ Conditions et délais d'exécution

Il incombe à chaque Titulaire de prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer l'exécution dans les meilleures conditions étant entendu que :

■ Lot n°1 à 3 : transport de corps sans mise en bière vers la structure d'accueil des corps à des fins d'enseignement et de recherche

Conditions générales d'exécution

- Le Titulaire s'engage à détenir, pour toute la durée du marché, une habilitation pour le transport avant mise en bière conformément aux articles L2223-19 et L2223-23 du code général des collectivités territoriales. La perte de cette habilitation, dont le Titulaire devra prévenir l'Université sans délai par courrier recommandé avec accusé de réception, induirait la résiliation du marché.
- Le Titulaire s'engage à utiliser un véhicule agréé pour les transports de corps sans mise en bière conformément aux textes en vigueur (CGCT, art. D2223-110 à D2223-114) et pouvant accéder au sous-sol du bâtiment Dutrochet (hauteur max 190 cm).
- Le Titulaire s'engage à respecter le délai réglementaire de 48 heures pour le transport de corps avant mise en bière destinés au don du corps (art. R1261-3 du Code de la Santé Publique) : « *les opérations de transport sont achevées dans un délai maximum de quarante-huit heures à compter du décès sans qu'il soit nécessaire de respecter les conditions prévues aux articles R2213-33 et R2213-35 du code général des collectivités territoriales.* » Dans le cas où le délai n'est pas respecté, le transport sans mise en bière n'est pas autorisé et la mise en bière obligatoire empêche le don du corps.
- L'Université fournira au Titulaire, avant le premier transport et par écrit, des instructions précises permettant au véhicule de transport de se rendre à l'emplacement voulu dans des conditions optimales de sécurité, sans recherches inutiles pour le chauffeur, ainsi que les moyens d'accéder aux équipements de conservation des corps.
- Le Titulaire fournira l'identité des personnes susceptibles d'accéder à ces équipements afin qu'une autorisation leur soit fournie par le Directeur de la structure d'accueil des corps à des fins d'enseignement et de recherche, conformément à l'article R1261-14 du Code de la Santé Publique. Le Titulaire s'engage à informer l'Université de tout changement pouvant intervenir dans ces personnels habilités.
- Les personnels du Titulaire intervenant dans le cadre du présent marché recevront une formation et une information adaptées et signeront la charte des personnels et usagers des structures d'accueil des corps définies par arrêtés conjoint des ministres chargés de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la santé (R1261-14 du Code de la Santé Publique).
- Le Titulaire s'engage à effectuer le transport conformément aux consignes données au chauffeur et aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

- Les transports pourront avoir lieu tous les jours de l'année (365 jours par an), de 8 à 20 heures, sous réserve de l'accord de la famille et de l'autorisation de sortie délivrée par le directeur ou son représentant de l'établissement où repose le donneur et de la délivrance des documents administratifs pour les décès hors de la ville de Tours.
 - o Si le respect des délais reste possible, le Titulaire évitera de réaliser les transports les dimanches et jours fériés.
 - o Si le Titulaire est dans l'impossibilité de réaliser lui-même la prestation, il aura la possibilité de la sous-traiter à un prestataire préalablement agréé. Cette prestation devra répondre sans exclusion aux termes du présent marché.
- Le Titulaire s'engage à collecter les documents administratifs détaillés ci-dessous, et/ou à réaliser les formalités administratives indispensables à leur production :
 - La déclaration préalable de transport de corps avant mise en bière transmise par tous moyens à la mairie du lieu de décès ou à la mairie de prise en charge du défunt.
 - La déclaration préalable de transport de corps avant mise en bière transmise par tous moyens à la mairie de Tours.
 - Le volet administratif du certificat de décès (ou sa photocopie) prévu à l'article L2223-42 du Code Général des Collectivités Territoriales.
 - L'original de la carte de donneur attestant de la volonté du défunt de faire don de son corps à la science, à l'exclusion de photocopies, ou la déclaration de don initiale manuscrite établie par le donneur.
 - L'acte de décès délivré par le Maire de la commune du lieu de décès.
 - La liste des effets personnels du défunt.

Le Titulaire transmettra, dès leur obtention, au secrétariat de la structure d'accueil des corps à des fins d'enseignement et de recherche les documents qu'il n'aurait pu obtenir avant transport du corps dans les délais requis.

Conditions particulières d'exécution

Certaines conditions de décès interdisent le don du corps :

- Décès à l'étranger,
- Certificat de décès mentionnant un obstacle médico-légal, un obstacle au don du corps, ou que le donneur était atteint d'une des infections transmissibles figurant sur une des listes mentionnées à l'article R2213-2-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il s'agit notamment des infections transmissibles qui imposent une mise en bière immédiate ou dans un délai réduit,
- État de conservation du corps incompatible avec des travaux de recherche ou d'enseignement,
- Délai de 48 heures dépassé entre le décès et l'arrivée au centre de don de corps.

Le Titulaire s'engage à respecter le deuil des familles des donneurs, en particulier en utilisant un véhicule et une tenue vestimentaire conformes à cette situation (uniforme, tenue d'ambulancier...) à l'exclusion de vêtements civils pouvant choquer les familles.

Il s'engage à respecter les donneurs après leur décès et à traiter leur corps avec respect, dignité et décence (art. 16-1-1 du Code Civil).

Il s'engage également à ne pas divulguer l'identité des donateurs et à ne pas communiquer d'informations aux familles concernant les travaux réalisés au laboratoire ni de la marche de celui-ci. Pour toute question à ce sujet, il devra renvoyer les familles vers le secrétariat ou les techniciens de la structure d'accueil des corps à des fins d'enseignement et de recherche.

Il s'engage enfin à respecter les consignes concernant les locaux de l'Université (accès, propreté du sol du parking...) et du matériel mis à sa disposition.

■ Lot n°4 : prestations funéraires

Le Titulaire s'engage à respecter des durées permettant à la structure d'accueil des corps à des fins d'enseignement et de recherche de se conformer aux délais imposés pour la crémation :

- des pièces anatomiques (annexe I de l'Arrêté du 7 septembre 1999, relatif au contrôle des filières d'élimination des [...] pièces anatomiques),
- des corps (art. R1261-8, titres II et III du Code de la santé publique).

Préparation des cercueils et contenant destinés aux pièces anatomiques :

L'Université s'engage à vérifier que le retrait des prothèse ou objet fonctionnant au moyen d'une pile signalés sur le certificat de décès ont été effectués préalablement à la crémation.

Préparation des Conditionnements destinés aux pièces anatomiques.

L'Université s'engage :

- à trier ses déchets de sorte que les conditionnements servent uniquement aux pièces anatomiques telles que définies à l'alinéa Prestations attendues de l'article 6.1 du présent cahier des charges,
- à respecter toutes les consignes de montage et d'utilisation des conditionnements, notamment les limites de remplissage,
- à fournir au Titulaire des conditionnements hermétiquement fermés et présentant un aspect extérieur non détérioré, notamment sans accroc, tâche ou trace d'humidité ; tout objet susceptible de provoquer une perforation des conditionnements devra être placé dans un emballage rigide compatible avec la crémation avant d'y être déposé
- à ce que chaque conditionnement comporte un marquage conforme à l'Arrêté du 24 novembre 2003 (« pièces anatomiques d'origine humaine destinées à la crémation ») et de façon lisible l'identification du Producteur et sa date de fermeture définitive.

Fournitures de plaques nominatives pour les cercueils

Le Titulaire fournira à la demande de l'Université, et pour chaque cercueil, une plaque gravée indiquant l'année de décès et, s'ils sont connus, l'année de naissance, le prénom, le nom de famille et, s'il y a lieu, le nom d'usage du défunt (R2213-20 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Collecte

Les cercueils et conditionnements contenant respectivement les corps et pièces anatomiques issus du don du corps seront entreposés dans un local de la structure d'accueil des corps à des fins d'enseignement et de recherche respectant les articles 12 et 13 de l'Arrêté du 7 septembre 1999 relatif aux modalités d'entreposage [...] des pièces anatomiques et permettant un enlèvement sans gêne particulière.

Le Titulaire accédera à ce local par le sous-sol du bâtiment Dutrochet (**hauteur max 190 cm**) et utilisera un véhicule adapté à sa hauteur.

La collecte des cercueils et conditionnements devra avoir lieu dans un délai maximum de cinq (5) jours après la demande de prestation par l'Université transmise par mail.

- Lors de la remise par l'Université de conditionnements contenant des pièces anatomiques, le Titulaire fournira obligatoirement un bordereau de suivi « élimination des pièces anatomiques humaines » (CERFA n° 11350) rempli, conformément l'Arrêté du 7 septembre 1999, relatif au contrôle des filières d'élimination des [...] pièces anatomiques); ce document sera complété et signé par l'Université.
- Lors de la remise par l'Université de cercueils contenant des corps, celle-ci remettra au Titulaire les documents nécessaires à la crémation :
 - l'autorisation de fermeture de cercueil délivrée par l'officier d'état civil de la Mairie de Tours (art. R2213-17 du CGCT) ;

- l'autorisation de crémation délivrée par le maire de Tours (art. R2213-34 du CGCT) au vu des pièces suivantes :
- la promesse de don ou la carte de donneur indiquant les volontés du donneur quant à la destination de son corps ;
- le certificat de décès établi par le médecin ayant constaté le décès, affirmant que celui-ci ne pose pas de problème médico-légal ;
- le cas échéant, l'attestation d'explantation de prothèse fonctionnant au moyen d'une pile signée du médecin ou du thanatopracteur prévue au troisième alinéa de l'article R2213-15 du CGCT.

Tout déplacement du véhicule de collecte de conditionnements ou de cercueils à la suite d'une demande de l'Université ou d'une programmation régulière, qui se révélerait inutile fera l'objet d'une facturation dans les circonstances suivantes :

- ✓ Impossibilité d'accéder à l'emplacement enlever les conditionnements ou les cercueils ;
- ✓ Absence de pièces anatomiques ou de corps à prendre en charge ;
- ✓ Refus de prise en charge par le Titulaire en raison du non-respect par l'Université des obligations lui incombant, notamment celles relatives à la nature du contenu, aux conditions d'emballage et de conditionnement. Ce refus et ses motifs devront être notifiés à l'Université par le Titulaire par courriel dans un délai de deux jours.

Transport

Le transport des conditionnements et des cercueils issus du don de corps se fera de la structure d'accueil des corps à des fins d'enseignement et de recherche au crématorium choisi par le Titulaire.

L'Université fournira au Titulaire, avant la première collecte et par écrit, des instructions précises permettant au véhicule de collecte de se rendre à l'emplacement voulu dans des conditions optima de sécurité, sans recherches inutiles pour le chauffeur, ainsi que les moyens d'accéder aux locaux et équipements de conservation des corps. Le véhicule utilisé sera compatible avec la **hauteur du sous-sol** du bâtiment Dutrochet (**190cm**).

Le Titulaire fournira l'identité des personnes susceptibles d'accéder à ces locaux et équipements afin qu'une autorisation leur soit fournie par le responsable de la structure d'accueil des corps à des fins d'enseignement et de recherche, conformément à l'article R. R1261-14 du CSP. Le Titulaire s'engage à informer l'Université de tout changement pouvant intervenir dans ces personnels habilités.

Les personnels du Titulaire intervenant dans le cadre du présent marché recevront une formation et une information adaptées et signeront la charte des personnels et usagers des structures d'accueil des corps définies par arrêté conjoint des ministres chargés de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la santé (art. R 1261-14 du CSP).

Le Prestataire s'engage à effectuer le transport conformément aux consignes données au chauffeur et aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Il utilisera notamment des véhicules conformes :

- Pour les conditionnements contenant des pièces anatomiques : à l'Arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »)
- Pour les cercueils contenant des corps : aux articles D2223-116 à D2223-120 du CGCT.

Crémation

Le Titulaire procédera à la crémation des corps et pièces anatomiques conditionnées dans le crématorium de son choix, autorisé conformément à l'article L2223-40 du CGCT et dont le gestionnaire est titulaire de l'habilitation prévue à l'article L2223-41 de ce même code. En cas d'arrêt momentané de ce crématorium,

la crémation aura lieu dans un autre crématorium agréé choisi par le Titulaire, sans conséquence, notamment financière, pour l'Université.

Les crémations seront réalisées dans les six jours ouvrables suivant l'enlèvement des contenants par le Titulaire.

La crémation des conditionnements contenant les pièces anatomiques sera réalisée conformément aux dispositions de l'Arrêté du 7 septembre 1999 relatif au contrôle des filières d'élimination des [...] pièces anatomiques). Le Titulaire sera notamment tenu, dans un délai d'un mois, de renvoyer à l'Administration le bordereau de suivi signé mentionnant la date de crémation.

Devenir des cendres

Le devenir des cendres issues de la crémation des corps dépendra de la volonté exprimée par le donneur, dont l'Université avisera le Titulaire au moment de la prise en charge du cercueil :

- *Dans le cas où une restitution aux proches est prévue*, l'Université fournira au Titulaire le nom de la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles, afin que les cendres lui soient remises. Cette personne sera informée par l'Université :
 - de la date de disponibilité des cendres ;
 - qu'elle devra fournir à ses frais une urne définitive, et la prendre en charge dans le respect de la réglementation en vigueur (art. L. 2223-18-1 à L. 2223-18-4 du CGCT) ;
 - que cette urne sera conservée gratuitement dans le crématorium pendant une période de deux mois suivant la crémation ;
 - qu'après ce délai le Titulaire pourra facturer un droit de dépôt mensuel à la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles ;
 - qu'en l'absence de demande de restitution par la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles, les cendres seront considérées non réclamées et le Titulaire les dispersera dans le Jardin du Souvenir réservé aux donateurs (cf. infra).

Le Titulaire fera son affaire, avec la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles, des droits de dépôt mensuels excédant deux mois et de restitution des cendres.

- *En l'absence de restitution*, à l'issue de la crémation, les cendres seront acheminées vers le crématorium de Tours-Sud. Le Titulaire les dispersera sans délai au Jardin du Souvenir réservé aux donateurs dans le Cimetière de Tours- Sud.

NB : Les cendres issues de la crémation de pièces anatomiques seront obligatoirement dispersées par le Titulaire dans les meilleurs délais au Jardin du Souvenir réservé aux donateurs dans le Cimetière de Tours- Sud.

A l'issue de la dispersion dans le jardin du Souvenir réservé aux donateurs dans le Cimetière de Tours- Sud ou de la restitution à la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles, le Titulaire fournira à l'Université un document attestant de la réalisation de ces opérations.

Conditions particulières d'exécution

Le Titulaire s'engage à respecter les donateurs après leur décès et à traiter les corps, pièces anatomiques et cendres qui lui sont confiés avec respect, dignité et décence.

Le Titulaire s'engage à ne communiquer aucune information aux familles concernant les travaux réalisés au laboratoire ni de la marche de celui-ci. Pour toute question à ce sujet, il devra renvoyer les familles vers le secrétariat ou les techniciens de la structure d'accueil des corps à des fins d'enseignement et de recherche.

■ Lot n°5 : fourniture de cercueils et de contenant pour pièces anatomiques

Le Titulaire livrera les cercueils et contenants pour pièces anatomiques dans le local de stockage situé au sous-sol du bâtiment Dutrochet (**hauteur max 190 cm**) et utilisera un véhicule adapté à cette hauteur ou fera son affaire de cette livraison en empruntant la pente d'accès du parking.

L'Université fournira au Titulaire, avant la première livraison et par écrit, des instructions précises permettant au véhicule de livraison de se rendre à l'emplacement voulu dans des conditions optima de sécurité, sans recherches inutiles pour le chauffeur, ainsi que les moyens d'accéder aux locaux et équipements de conservation des corps.

Cercueils

Le Titulaire fournira des cercueils conformes à la réglementation (notamment R2213-25 du CGCT, [arrêté du 20 décembre 2018](#)) et compatibles avec la crémation (notamment [arrêté du 30 janvier 2015](#)).

En début d'exécution du marché, l'Université passera commande de plusieurs modèles afin de constituer un stock (environ vingt (20) cercueils de taille normale et deux (2) cercueils de grande taille pour donneur obèse).

Ensuite, le Titulaire en assurera le réassort en fonction des demandes formulées par la structure d'accueil des corps à des fins d'enseignement et de recherche sur les bons de commande.

Les cercueils en stock au terme de l'exécution du présent contrat seront restitués au Titulaire contre remboursement de leur coût d'acquisition par l'Université.

Conditionnements destinés aux pièces anatomiques

Le Titulaire fournira des conditionnements destinés aux pièces anatomiques conformes à l'Arrêté du 24 novembre 2003. Leur taille devra être compatible avec des pièces de grande taille (tronc). Ils devront garantir l'absence de fuites de fluides biologiques.

En début de marché, l'Université commandera au Titulaire un minimum de trois (3) conditionnements. Ensuite, ce dernier assurera le réassort en fonction des demandes formulées par la structure d'accueil des corps à des fins d'enseignement et de recherche sur les bons de commande.

Les conditionnements en stock au terme de l'exécution du présent contrat seront restitués au Titulaire contre remboursement de leur coût d'acquisition par l'Université.

Délai de livraison

Le Titulaire livrera les fournitures commandées sous un délai de 10 jours calendaires à compter de l'envoi du bon de commande par l'Université.

Exceptionnellement, le Titulaire pourra être sollicité pour assurer une livraison en urgence dans un délai fixé par le titulaire dans son cadre de réponse et qui ne saurait être supérieur à 5 jours calendaires à compter de l'envoi du bon de commande de l'Université.

Avant chaque livraison, il contactera la structure d'accueil des corps à des fins d'enseignement et de recherche pour convenir ensemble des conditions de livraison, notamment de la date de livraison.

La livraison sera accompagnée d'un bon de livraison, établi en deux exemplaires par le Titulaire, comportant au minimum les mentions suivantes :

- Identification du titulaire
- Numéro de bon de commande
- Date, heure et lieu de livraison
- Références, désignations et quantités livrées

L'original du bon de livraison sera conservé par l'Université.

Une fois déposés dans les locaux de la structure d'accueil des corps à des fins d'enseignement et de recherche, les conditionnements et cercueils seront placés sous sa garde et l'Université sera dès lors responsable des dommages causés aux ou par les conditionnements et cercueils.

Tout déplacement du véhicule de livraison de conditionnements ou de cercueils à la suite d'une demande de l'Université qui s'avèrerait inutile en raison de l'impossibilité d'accéder à l'emplacement de livraison fera l'objet d'une facturation.

■ **Documents à fournir après exécution :**

■ **Pour les lots 1 à 3**, les documents collectés par le Titulaire seront regroupés dans une enveloppe conservée par l'Université attestant de la réalisation de la prestation.

Sur l'enveloppe seront mentionnés :

- le nom du Titulaire
- le numéro du marché
- la date et l'heure de dépôt du corps au laboratoire
- le numéro de carte de donneur du défunt

■ **Pour le lot 4**, les éléments suivants attesteront de la réalisation de la prestation :

- pour l'enlèvement des contenants de pièces anatomiques : le document CERFA n° 11350, conformément l'Arrêté du 7 septembre 1999 relatif au contrôle des filières d'élimination des [...] pièces anatomiques) ;
- pour la prise en charge des cercueils : une attestation de prise en charge pour crémation individuelle ;
- pour les crémations : une attestation de crémation des corps et des pièces anatomiques ;
- pour la dispersion des cendres ou la restitution aux proches : un document indiquant la date et la nature des opérations (dispersion ou restitution) et l'identité du défunt.

■ **Pour le lot 5**, le Titulaire fournira le bon de livraison des cercueils et des contenants évoqué plus haut.

6.2. Vérification des prestations

■ **Déclaration des incidents survenus :**

En cas d'incident ou d'accident rencontré lors de la réalisation des prestations, le titulaire est tenu de suivre la procédure de déclaration suivante :

- Les cas qui doivent être déclarés sont ceux qui menacent la sécurité des personnes, la bonne exécution du contrat ou la réalisation des missions de service public de l'acheteur ;
- La déclaration doit décrire les circonstances, l'analyse et les conséquences de l'incident ;
- La déclaration doit être réalisée de manière électronique et adressées à indiquer l'adresse mail.

L'Université, en concertation avec le titulaire, donne les suites qui s'imposent afin de remédier aux conséquences ou réduire les causes de ces incidents.

■ **Garantie de continuité des prestations :**

Le titulaire s'engage à ce que son personnel et celui de ses sous-traitants chargés de la réalisation des prestations prévues au contrat disposent d'un niveau de formation et de qualification adapté aux exigences du contrat. En conséquence le titulaire doit :

- Constituer des équipes de personnels formés et compétents ;

- Veiller et contrôler le maintien et à la disponibilité des compétences ;
- Maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement la composition de ses équipes en cas de difficulté ou de montée en charge.

Le titulaire s'engage à assurer la stabilité et le niveau de compétence de ses équipes pendant toute la durée du contrat. Si le taux de rotation du personnel du titulaire exécutant les prestations lui apparaît excessif, l'acheteur peut demander la justification et les actions proposées afin d'en réduire le caractère excessif.

En cas d'absence, de départ ou de manque avéré de compétences d'une personne affectée à l'exécution des prestations, le titulaire doit en informer l'acheteur et prendre toutes les dispositions pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Dans le cas où le titulaire fait intervenir un stagiaire, celui-ci doit disposer d'une convention de stage avec le titulaire et une structure diplômante ainsi que d'un maître de stage désigné. Pour la réalisation des prestations les salariés du titulaire demeurent sous la seule autorité et le pouvoir hiérarchique de leur employeur. L'acheteur ne peut en aucun cas se substituer au titulaire qui doit assumer l'ensemble de ses responsabilités et obligations d'employeur. À ce titre, le titulaire communique à l'acheteur l'identité du responsable hiérarchique des salariés qui réalise les prestations prévues au contrat.

■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire

■ Opérations de vérification du service fait :

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

Pour les lots 1 à 4, par dérogation à l'article 28.2 du CCAG, le délai de vérification est fixé à 30 jours calendaires.

Pour le lot 5, par dérogation à l'article 28.2 du CCAG, le délai de vérification est fixé à 8 jours calendaires.

Passé ce délai, la décision d'admission est réputée acquise.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

■ Personnes en charge des vérifications des prestations :

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont désignées par bon de commande.

6.3. Développement durable

■ Clause environnementale :

Dans le cadre d'une volonté de gestion éco-citoyenne des transports liés aux activités de l'Université, les véhicules employés pour l'exécution de ces marchés respecteront les normes environnementales relatives aux émissions polluantes Euro 5, Euro 6 ou certification équivalente. Le Titulaire s'engagera à respecter au minimum la norme Euro 5 pour ses véhicules.

D'une manière générale, le titulaire s'engage à employer tous les moyens organisationnels et les mesures techniques dont il dispose pour répondre au besoin de réduire son émission de gaz à effet de serre et sa gestion des déchets.

Au titre de son devoir d'information et de conseil (cf. article 7.1), le titulaire alertera l'Université de tout changement de la réglementation relative au développement durable dans le champ d'application du contrat.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

6.4. Autres stipulations

■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

L'acheteur peut prescrire des prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

En cas de cessation d'activité, cession de contrat, décès, difficultés techniques ou financières empêchant la mise en œuvre des obligations contractuelles, le titulaire ou son représentant légal peut proposer à l'acheteur un nouveau titulaire pour le remplacer.

L'acheteur vérifie que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et apprécie ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire. A l'issue de cet examen, l'acheteur accepte ou refuse la substitution. En cas de refus le contrat est résilié sans indemnisation.

Cette même possibilité est offerte à chacun des membres en cas de groupement, après accord de l'ensemble des cocontractants, en cas de substitution d'un membre ou recomposition des responsabilités entre les membres du groupement. En cas de refus de l'acheteur ou de désaccord entre les membres du groupement, l'acheteur résilie totalement ou partiellement le contrat et sans indemnisation.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligations courantes du titulaire

■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre,

il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ Réparation des dommages :

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ Sous-traitance :

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

7.2. Obligations liées à la sécurité

■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat et notamment à appliquer les dispositions de l'arrêté du 11 juillet 2023 relatif au registre et au traitement de données à caractère personnel mis en œuvre par les établissements autorisés à accueillir des corps à des fins d'enseignement médical et de recherche.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai	En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat le titulaire encourt les pénalités pour retard suivantes :

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
d'exécution	<p>Pour les lots 1 à 3 : la pénalité comprendra</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une part, le non-paiement de la prestation commandée, - d'autre part la prise en charge des frais d'obsèques, jusqu'à concurrence de cinq mille (5 000) euros par corps, <p>Pour le lot 4 : La pénalité sera égale à un abattement de 30% du prix de la prestation réalisée en retard</p> <p>Pour le lot 5 : La pénalité sera égale à 100€ par jour de retard</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, aucun montant plafond spécifique de pénalité pour retard n'est prévu au contrat.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, aucun montant d'exonération des pénalités pour retard n'est fixé.</p>
Absence du numéro et de la date de la commande sur la facture	En cas d'absence de l'une de ces données sur une facture, le Titulaire encourra une pénalité de 50€ par oubli constaté.
Perte de clé/badge	<p>En cas de perte de clé, de badge, ou de tout autre dispositif remis par l'Université au Titulaire pour l'exécution de ses prestations, ce dernier sera tenu de rembourser tous les frais occasionnés par sa faute.</p> <p>En particulier, en cas de perte d'un passe-partout, l'attributaire sera tenu de changer à ses frais toutes les serrures associées et si nécessaire prendra en charge le coût de l'ensemble des modifications entraînées par cette perte.</p>
Attitude inadaptée d'un agent	Tout comportement ne respectant pas les prescriptions du cahier des charges fera l'objet d'une pénalité de 500€ par manquement constaté sur simple constat de l'Administration.
Non port des vêtements de travail et/ou tenue négligée	La prise de fonction d'un agent du Titulaire affecté à l'exécution du marché dans une tenue ne respectant pas les prescriptions du cahier des charges fera l'objet d'une pénalité de 100€ par manquement constaté sur simple constat de l'Administration.
Manquement aux autres obligations contractuelles	Une pénalité forfaitaire de 500€ par manquement sera appliquée.

8.2. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

En l'application de l'article 45 du CCAG, en cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire.

Pour les lots 1 à 3, cette décision peut être prise par l'Université sans formalité préalable.

Pour les lots 4 et 5, elle sera précédée d'une mise en demeure de se conformer aux prescriptions du cahier des charges restée sans suite jugée satisfaisante par l'Université.

Pour tous les lots, cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ Règlement des différends :

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

En tout état de cause, au-delà de cinq (5) manquements constatés, à l'exception des pénalités relatives à la facturation, la résiliation du marché sera prononcée par l'Université, sans mise en demeure préalable, les pénalités lui restant acquises.

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif d'Orléans
28 rue de la Bretonnerie
45057 Orléans Cedex 1
Téléphone : 02 38 77 59 00
Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

9. FIN DU CONTRAT

■ Garantie :

Les prestations des lots 1 à 4 ne font pas l'objet d'une garantie.

Les fournitures du lot 5 bénéficient des délais et les conditions de garantie indiqués dans les fiches produits annexées au cadre de réponse du titulaire.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Opérations de vérification du service fait* de l'article 6 du contrat déroge à l'article 27 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - plafonnement des montants (à commandes)* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.2 du CCAG

La rubrique *Délai de garantie* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 33.1 du CCAG



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)